Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/12/2022



Liberté Égalité Fraternité



Direction Générale des Finances Publiques

Le 14/10/2022

Direction départementale des Finances Publiques de Haute-Corse

Pôle d'évaluation domaniale Square Saint Victor CS 50110

20291 BASTIA CEDEX

mél.: ddfip2b.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Marc BORIE

Courriel: marc.borie@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 95 32 88 21

Réf. DS: 10108176

Réf OSE: 2022-99999-74127

Le Directeur départemental des Finances publiques de Haute-Corse

à

Monsieur le Maire de Bastia Pour Madame Josefa NEGRONI 1, avenue Pierre Giudicelli 20410 BASTIA CEDEX

PROROGATION D'AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :

Terrains - Parcelles AP 208 et AP 210

Adresse du bien :

Fort Lacroix - BASTIA

Département :

Haute-Corse

Valeur vénale prorogée :

DEUX CENT SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS (265 000 €)

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/12/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



1 - SERVICE CONSULTANT

Commune de Bastia

affaire suivie par : Mme Josefa NEGRONI, Responsable du Pôle Politique foncière et immobilière (jnegroni@bastia.corsica)

2 - DATE

de consultation : 21/09/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Négociation amiable - Réserve foncière en vue de l'aménagement du secteur de Fort lacroix.

4 - AVIS INITIAL

Avis du 02/09/2021 (réf OSE: 2021-99999-60486)

Parcelle AP 208 d'une superficie de 203m² et parcelle AP 210 d'une superficie de 2 209m². Parcelles non bâties

5 – VALEUR VÉNALE PROROGÉE

En l'absence de changement de consistance de l'immeuble évalué le 02/09/2021, la valeur vénale estimée à DEUX CENT SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS (265 000 €) est prorogée pour une durée de 12 mois sous réserve expresse que demeurent inchangés l'état et la nature du bien, la situation juridique, la nature de l'opération envisagée et les conditions d'urbanisme.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

La Responsable de la Division Missions Domaniales Geneviève SANTELLI Inspectrice Divisionnaire

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.